

Saint-Cuthbert, le 4 novembre 2025

Madame Geneviève Guilbault
Ministre des Affaires municipales
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Édifice Jean-Baptiste de la Salle
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Aile Chauveau, 4^e étage
Québec (Québec) G1R 4J3

**Objet : Scénarios Poste et ligne Lanaudière | Évolution du réseau principal -
Axe Vallée du Saint-Laurent**

Madame la Ministre,

En juin dernier, la Municipalité de Saint-Cuthbert a appris qu'Hydro Québec projette le déploiement sur notre territoire de quatre lignes à haute tension, d'un poste de transport et l'ajout de transformateurs, et ce, dans un avenir plus ou moins rapproché. Selon les informations reçues d'Hydro-Québec, des études d'impact sont en cours de réalisation sans toutefois tenir compte de l'installation ultérieure de ces transformateurs.

Comme élus, nous sommes préoccupés et très inquiets puisqu'une des options envisagées par Hydro-Québec est de déployer le projet dans le bassin versant de la rivière Chicot, notre source d'approvisionnement en eau potable. Le *rapport d'analyse de la vulnérabilité de la source de prélèvement d'eau de surface* produit en novembre 2021 par l'Organisme des bassins versants de la Zone Bayonne permet de bien identifier les risques associés aux activités dans le bassin versant de la rivière Chicot.

Bien que le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs demande aux municipalités de mettre en place des mesures de protection de leur eau potable, la société d'État, par la concrétisation de ce projet sur le territoire de Saint-Cuthbert, induit un risque indéniable de contamination de cette eau, étant donné, notamment, une coupe à blanc de plusieurs millions de pieds carrés dans le bassin versant (carbone, phosphore et sédiments), l'emploi de désherbants (phytociques), et surtout, l'ajout de transformateurs risquant la contamination aux hydrocarbures, tel que l'incident survenu en 2014 au poste d'Hydro-Québec de Joly.

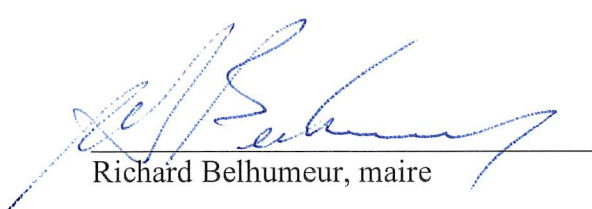
Il est inconcevable de faire courir de tels risques concernant l'approvisionnement en eau potable d'une municipalité comme Saint-Cuthbert dont la vocation est principalement résidentielle et agricole. Notre territoire agricole est le plus important sur la rive nord du

fleuve Saint-Laurent, il s'étend du fleuve jusqu'au pied des Laurentides. Ce projet pose de sérieux enjeux pour la santé publique, l'économie locale et la durabilité des ressources en eau. Les risques qui y sont associés comprennent la contamination des sources d'eau, la surcharge des infrastructures et la possibilité de pénuries ou de contamination majeure en cas d'incidents ou de défaillances. Ces dangers peuvent entraîner des répercussions directes sur la sécurité alimentaire, la santé des résidents et le maintien des activités agricoles.

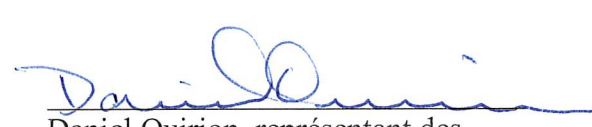
Nous considérons que d'autres options doivent impérativement être évaluées par Hydro-Québec et qu'il est primordial que cette dernière privilégie l'option permettant de sécuriser à long terme l'approvisionnement en eau de la municipalité de Saint-Cuthbert, et d'éviter tout risque de contamination.

Madame la Ministre, nous demandons votre appui de même que votre intervention directe auprès de la société d'État, considérant qu'une décision aussi importante et potentiellement impactante, nécessite de définir des « critères critiques », lesquels devraient automatiquement exclure l'option d'un tracé situé directement dans l'aire de protection d'une source d'eau potable desservant une municipalité. Il est effectivement inconcevable pour les élus et les citoyens de Saint-Cuthbert qu'un tel projet ne soit pas forcément retranché du processus de sélection. Nous croyons qu'accepter qu'un projet mettant notre source d'eau potable à risque de contamination créerait un précédent inquiétant pour toutes les municipalités du Québec.

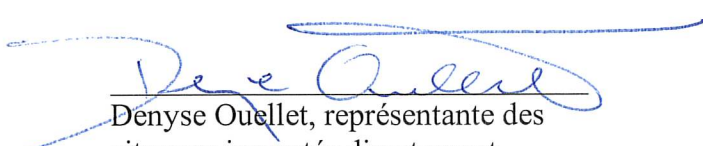
En attente d'un retour et d'une collaboration de votre part, recevez, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Richard Belhumeur, maire



Daniel Quirion, représentant des
citoyens impactés directement



Dénise Ouellet, représentante des
citoyens impactés directement

C.C. : Mme Pascale Déry, responsable de la région Lanaudière
Mme Caroline Proulx, députée de Berthier
M. Guillaume Tremblay, président de l'UMQ
M. Jacques Demers, président de la FQM